



Premières journées du Plan de gestion stratégique

Les nouveaux paradigmes de la coopération au développement

2^{ème} table-ronde : La Déclaration de Paris, quels impacts sur la coordination et quels effets sur la consolidation des systèmes nationaux ?

Résumé de l'intervention de Petru **DUMITRIU**,
Directeur général pour les Affaires multilatérales, Ministère des Affaires étrangères,
Roumanie

L'aide publique aux temps de la crise

Mesurer l'impact de la Déclaration de Paris sur la coordination et ses effets sur la consolidation des systèmes nationaux ! La question n'a jamais été facile quelles que soient les circonstances. Et pourtant, il y a un an, à Accra, le ton de la Déclaration adoptée par les ministres des pays en développement et des pays donateurs était résolument optimiste. « *Un avenir dans lequel plus aucun pays ne sera dépendant de l'aide* », la phrase finale du document était, sans doute, l'expression d'une aspiration plutôt que d'un engagement politique. De toute façon, ce beau mot de final ne paraissait entièrement utopique.

A présent, notre raisonnement ne peut pas suivre aveuglement les sentiers battus. La pire crise financière et économique que le monde ait connue depuis 1929 n'a pas comme effet uniquement l'arrêt de la croissance, la récession, l'aggravation du chômage ou le recul des moyens de subsistance de millions d'êtres humains. Elle a mis en cause les fondements économiques des pays les plus développés, le rôle de l'Etat dans l'économie, certains mythes de l'économie de marché, l'infaillibilité de la « main invisible », les théories économiques dominantes, enfin, tout ce qui justifiait le triomphe stratégique du capitalisme libéral. En même temps, elle jette la lumière sur les excès et les abus des hauts responsables du secteur privé qui n'ont rien à voir avec les mérites jugés à l'aune du profit financier.

Certes, l'avidité sans frontières ne figure pas parmi les lois du fonctionnement du marché. L'écroulement de l'économie mondiale réelle, sous les coups répétés des champions de l'économie de la virtualité (i)magique, nous prouve que nous nous sommes trop éloignés des besoins d'un monde plus interdépendant que jamais. La déréglementation sans limites permet les pires injustices. Il faut revenir à un minimum de principes et de valeurs. Cet impératif est valable également pour notre débat sur l'aide publique.

Car nous le savons très bien : l'aide publique représente beaucoup plus que le transfert d'un certain volume de ressources mises au service de certains objectifs dans les pays en développement. L'aide

est accompagnée par un modèle de gouvernance, un modèle d'économie, voire même un modèle de société, basé sur un ensemble de valeurs et de convictions. Ce qui fait que nos questions visent à présent non seulement le progrès des pays en développement que la crise menace, mais aussi l'intégralité et la validité du modèle en soi. L'expérience financière et bancaire américaine dont tous les autres pays intégrés dans l'économie globale ont dû, bon gré, mal gré, subir les conséquences, nous a montré que ceux qui aident ont besoin d'aide, que ceux qui assistent ont besoin d'assistance, ceux qui enseignent ont besoin à leur tour d'être enseignés. Comme l'estimait Joseph Stiglitz - la Cassandre que les institutions financières internationales ont si longtemps ignorée- la crise économique courante, peut représenter l'occasion de repenser les arrangements économiques globaux et les doctrines économiques en vogue. La profondeur de la crise englobe non seulement les dimensions financières et économiques, mais aussi celle de la confiance.

Or, le partenariat présumé à accroître l'efficacité de l'aide publique doit adresser surtout la question de la confiance, entre partenaires, et surtout dans le modèle de coopération professé.

Pour suivre à la fois l'efficacité de l'aide au développement, les sorties de crise et la réforme de la gouvernance internationale, il faut mettre fin à la douce hypocrisie politique et assumer des objectifs et des manières d'agir hardis voire non orthodoxes si nécessaire. On pourrait énumérer quelques directions qui reflètent la détermination de prendre la responsabilité d'innover et de tirer les leçons que la crise nous a enseignées.

Intervention des gouvernements des pays développés dans le but de stabiliser les marchés financiers, d'endiguer les excès et rétablir la confiance. Ce qui est bon pour les marchés financiers n'est pas toujours bon pour l'économie. L'architecture monétaire et financière doit être rénovée avant qu'elle ne tombe en ruine.

La continuation de l'aide publique malgré la crise, de façon à préserver et valoriser les gains acquis jusqu'à présent dans le domaine de l'économie et du développement. Faire autrement peut anéantir dans un intervalle historiquement court les résultats des efforts menés pendant des décennies. Plus que jamais les riches dépendent, eux aussi, des pauvres.

- L'appropriation nationale des politiques et des stratégies doit être poursuivie de manière à accélérer le relèvement collectif par une plus grande transparence, l'éradication de la corruption et une meilleure gouvernance. La transparence doit « regarder », comme Janus avec ses deux visages, à la fois les bénéficiaires et les donateurs. Il faut que toutes les parties comprennent, sans politiser, que tous les gouvernements doivent rendre compte de l'usage de l'argent public autant en temps de crise qu'en temps de prospérité.
- La création de nouvelles formes volontaires et innovantes de financement qui peuvent assurer des sources supplémentaires de financement. Il faut réfléchir davantage comment arrêter les vols chaotiques des capitaux spéculatifs, qui brûlent tout sur leurs chemins, et les mettre au service de l'économie réelle. C'est dans ce contexte que la montée de l'appui pour la taxe Tobin et les idées qu'elle incarne doit être saluée et utilisée de bonne foi et dans l'intérêt de tous.
- Le temps est pour penser l'impensable : reformer les réformateurs ou, plus précisément, les institutions financières internationales qui depuis 65 ans détiennent le monopole absolu de l'expertise sur le comment faire marcher l'économie et générer développement sans jamais avoir à expliquer les échecs. Il paraît difficile de comprendre comment le monde entier a pu changer si profondément et à tous les niveaux tandis que seule la « Bible » de Bretton Woods continue d'être sacralisée à présent comme c'était le cas au lendemain de la deuxième guerre mondiale. En étant conscient que mes

mots n'ont pas autre poids que celui d'une opinion personnelle, j'ose citer ici l'appel que le Président de la France a lancé devant la 64^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies : « *Il faut refonder le système monétaire international, Mesdames et Messieurs, il ne peut pas y avoir un monde multipolaire politiquement et unipolaire monétairement* ».

- En matière de gouvernance économique en général, et de gestion de l'aide publique au développement, en particulier, il faut chercher davantage de cohérence dans la prise de décisions aux niveaux national et international. Il faut chercher l'équilibre, s'agissant du développement, entre le côté financier et le côté social. Au niveau mondial aucun organe n'est tenu responsable de telles décisions. De toute façon, une telle instance existe et elle dispose de la légitimité, la représentativité et la connaissance nécessaires: l'Organisation des Nations unies. Ce qui manque c'est la volonté politique de lui octroyer la confiance et les moyens.
- La situation difficile dans laquelle les pays en développement se trouvaient avant les crises successives, y compris l'actuelle, ne justifie aucune dérogation de leur propre responsabilité. En ce qui concerne la gestion de l'aide, cette responsabilité est double : envers leur propre population et envers les contribuables des pays développés. Accepter les conditionnalités de la démocratie et de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et des normes de travail représente un facteur essentiel pour l'efficacité de l'aide. Ce type de conditionnalité ne diminue pas la capacité propre des gouvernements visés, mais au contraire, la renforce.
- Enfin, ce que nous devons toujours poursuivre c'est le renforcement du pouvoir de négociation des pays en développement. L'approche des dossiers essentiels du développement économique et social est fragmentée. Les programmes, les fonds et les institutions spécialisées des Nations unies doivent accompagner ces pays avec leurs propres expertise, prestige et crédibilité, dans les négociations multilatérales ou bilatérales, qu'il s'agisse de développement, d'accès aux ressources financières ou de commerce.

En conclusion, assurer l'efficacité de l'aide est encore plus difficile en temps de crise, les bailleurs de fonds étant « secoués » eux-mêmes. La solution peut se dégager d'une ouverture plus accentuée vers les mécanismes multilatéraux de la solidarité, comme les Nations unies ou la Francophonie. Dans ce contexte, la Francophonie est une organisation privilégiée, compte tenu des valeurs que ses pays membres partagent. La crise nous a montré le caractère illusoire d'une politique de plus-value à court terme. Le monde, et surtout les pays en développement, ne peuvent pas se procurer les parachutes d'or que certains dirigeants d'entreprises se sont offerts individuellement. Leurs parachutes sont les principes du développement durable et un consensus mondial sur les valeurs de la solidarité et de la responsabilité sociale.